

Service de la Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 07/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LANA PAPIERS SPECIAUX II

139 Route de La Wantzenau
BP 10018
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006700648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement LANA PAPIERS SPECIAUX II implanté 139, route de La Wantzenau BP 10018 67015 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANA PAPIERS SPECIAUX II
- 139, route de La Wantzenau BP 10018 67015 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation FR000000000000838 est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la production de papier ou de carton avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité et de la surveillance exercée au règlement 2019/331 du 19 décembre 2018 définissant des règles

transitoires pour l'ensemble de l'Union Européenne concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émissions à titre gratuit (règlement FAR).

- Conformité du Plan de Surveillance des émissions exercée au règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	découpage des sous-installations	Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)	/	Sans objet
2	Référentiels	Autre du 19/12/2018, article Annexe I	/	Sans objet
3	Système de contrôle	Autre du 19/12/2018, article 11	/	Sans objet
4	PMS	Autre du 19/12/2018, article 9	/	Sans objet
5	Registres	Autre du 21/12/2020, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malheureusement, notre interlocutrice n'avait pas de connaissance sur la réglementation Quotas CO2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : découpage des sous-installations

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe VI 1.d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: — les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; — toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; — les points et dispositifs de mesure; — les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;
Constats : L'installation est composée uniquement du BM produit « papier fin non couché ». Le schéma est perfectible sur les points suivants: - le flux de matière pâte achetée doit apparaître ; - le flux de chaleur mesurable de la centrale vapeur à destination des machines n'est pas significative .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Référentiels

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, BM produit : papier fin non couché
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Papier fin non couché, englobant le papier non couché à base de pâte mécanique et le papier non couché dit «sans bois», exprimé sous forme de production commercialisable nette, en tonnes de papier sec à l'air, défini comme du papier dont le taux d'humidité est de 6 %. 1. Les papiers non couchés dits «sans bois» englobent les papiers utilisables pour l'impression ou d'autres applications graphiques, dont la composition fibreuse est variable, mais principalement constitués de pâtes de fibres vierges, qui sont fabriqués avec des niveaux de charge minérale différents et font l'objet de traitements de finition variés. 2. Les papiers non couchés avec bois recouvrent les types de papier spécifiques fabriqués avec de la pâte mécanique, utilisés pour l'emballage ou des usages graphiques/magazine</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la version n°2 du PMS , l'exploitant déclare le niveau de méthode 4.4.c s'agissant de la détermination des propriétés des matières . Plus précisément, il appliquerait les éléments du courrier du 24/01/2021 du Ministère à destination de la COPACEL.</p> <p>Au sein de l'installation, il existe deux laboratoires effectuant des analyses sur l'humidité du papier. Le jour de la visite, on a pu assister aux analyses effectuées par le laboratoire n°1. Cependant ce dernier n'effectue pas les tests conformément à la demande de dérogation de la teneur en humidité.</p> <p>En effet, plusieurs éléments permettant de prouver le niveau déclaré n'ont pas pu être vérifiés dont notamment la pesée des échantillons et de la mise à l'étuve à 105°C pendant au moins 4 heures ou les balances raccordées au Système International d'Unités .</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant , ces différents éléments sont effectués dans le laboratoire n°2 de l'installation. Malheureusement, dans le laboratoire n°2 il n'y avait personne pour nous faire la démonstration de ces éléments.</p> <p>Suite à la visite nous avons transmis à l'exploitant le courrier relative à la demande de dérogation qui précise les éléments devant être mis en place afin d'appliquer le niveau 4.4.c.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, instrument de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence. 27.2.2019L 59/18 Journal officiel de l'Union européenneFR Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement. Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent</p>
<p>Constats :</p> <p>Nous avons pu constater les macarons de validité sur le compteur gaz et la balance destinée au pesage des bobines filles. Soulignons que lors de la visite, nous avons pu constater un débitmètre vapeur en sortie de chaudière alors que ce dernier n'apparaît pas sur le schéma de procédé. En effet, ce dernier ne fait pas l'objet d'une vérification et n'est pas utilisé dans le cadre des déclarations.</p> <p>S'agissant des instruments destinés à la mesure de l'humidité : scanner en ligne, l'humidimètre du laboratoire n°1 et les étuves font l'objet pour partie d'une vérification en interne et l'autre partie par un organisme agréé. Cela dit, lors de la visite nous n'avons pas pu constater de macaron sur le scanner en mouvement. L'exploitant nous a fourni une copie du suivi du contrôle interne de fonctionnement des appareils (étuve + humidimètre). Le dernier contrôle date du 29/06/2021. Par conséquent, la périodicité de 1 fois par an minimum n'est pas respectée. De plus, le comparatif entre le scanner en ligne et les échantillons prélevés par le laboratoire est réalisé tous les 6 mois. Autrement dit, la périodicité mensuelle n'est pas respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Modifications du plan méthodologique de surveillance 1. L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les recommandations d'amélioration n'ont pas été pris en compte. La nouvelle responsable QHSE n'en avait pas connaissance. Nous avons profité lors de la visite pour lui énoncé les non conformités énoncées par le vérificateur dont notamment celle où l'humidité est estimé à 6,1 % alors que la réglementation impose de respecter le taux de 6 % . Nous avons également informé la responsable qu'il existe dans le rapport méthodologique de l'installation une formule de calcul permettant de respecter le taux de 6 %.</p> <p>Dans la dernière version du PMS, l'exploitant déclare le niveaux de méthodes 4.4.c s'agissant de la détermination de la propriété des matières. La demande de dérogation n'est ni justifiée ni itérative. Plus précisément , la dérogation décrit les éléments de la méthode appliquée sans expliquer les raisons pour lesquelles il déroge aux niveaux supérieurs.</p> <p>De plus, aucune demande de dérogation n'a été transmis à l'autorité compétente pour appliquer le niveau 4.5 e relatif à la quantification de la chaleur mesurable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef conserve une trace de toutes les données et informations utiles, y compris les informations énumérées à l'annexe IX, pendant au moins dix ans. Les données de surveillance consignées et archivées permettent la vérification de la déclaration d'émissions annuelle ou des données relatives aux tonnes-kilomètres conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067. Les données déclarées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef et contenues dans un système électronique de déclaration et de gestion de données mis en place par l'autorité compétente sont considérées comme étant conservées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef s'il a accès à ces données.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, nous avons pu constaté l'archivage depuis 2013 des données relatives à la consommation de gaz naturel sur la base des factures .</p> <p>Il existe également un tableau de suivi en interne basé sur un relevé journalier manuel. Ces éléments sont transmis au responsable chargé de la déclaration de la consommation annuelle.</p> <p>Dans le mail d'annonce de la visite, nous avons demandé à l'exploitant les procédures relatives aux émissions et aux niveaux d'activité. Nous avons reçu le document intitulé « processus de gestion CO2 ». Celle-ci ne répond pas à toutes les exigences réglementaires notamment celles relatives aux lacunes de données.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet